



## Liminaire CSAL, 9 janvier 2024

Laon, le 9 janvier 2024

Monsieur le Directeur,

Voici venir une nouvelle année et avec elle le traditionnel CSAL (ex CTL) emplois. Comme chaque année depuis trop longtemps, le mal nommé CSAL emplois, revient comme le hors d'œuvre du repas que les politiques libérales veulent nous faire avaler sur l'ensemble de l'année.

En effet, le sujet introductif du dialogue social est, chaque année, bien particulier. Il consiste à introduire les suppressions d'emploi que va devoir subir notre ministère et par effet de ruissèlement notre direction départementale. Eh oui, sur ce point, le sacro-saint ruissèlement annoncé par la présidence est opérant. Si la richesse croissante du pays (disons surtout de quelques-uns) tarde à « ruisseler » vers le commun que nous sommes, les économies et suppressions de postes nécessaires à leur cadeaux fiscaux, nous les assumons...

Alors sans doute viendra t'on nous dire que les plus grosses vagues de suppressions sont derrière nous, qu'il ne s'agit là que de simples ajustements. Vision très particulière que d'expliquer à des services exsangues, qu'ils ne seront que très peu affectés et que la facture cette année est bien plus légère pour le ministère. Le constat pour nous est le suivant. Les suppressions continuent alors

que les effectifs sont à l'os. Sur le plan local, avec les 14 suppressions de postes actées, c'est 7% des suppressions nationales qui « ruissellent » sur l'Aisne, alors même que nous représentons moins de 1% de la population nationale. Peut-être est-ce un effet visible et efficace de l'attention portée à la ruralité, une volonté marquée de s'attacher à redynamiser les territoires isolés et lutter contre le sentiment d'abandon... Ou sans doute une énième insulte faite à celles et ceux qui vivent loin des grandes métropoles et des lieux de décisions et de pouvoir. L'arrivée de services extérieurs ne change rien à la donne. En effet, tout poste déplacé ici disparaît ailleurs. Tout au plus, peut-on y voir une bouée de secours pour certains agents du département qui ont évité des mobilités forcées liées au NRP en intégrant ces services. Enfin, ces services n'ont aucune utilité pour l'utilisateur axonnais.

Nous ne pouvons plus regarder ces destructions du réseau DGFIP sans dénoncer et alerter sur ce qui se passe dans notre pays. A l'heure où un exécutif, (élu comme barrage par certains citoyens effrayés que le pire n'arrive dans ce pays), introduit sans remord la préférence nationale dans la loi française, déléguant au conseil constitutionnel un rôle politique qui n'est pas le sien. A l'heure où dans les villes et les villages de la France des routes secondaires dégradées, des lycées trop éloignés, des médecins inexistantes, des hôpitaux et maternités fermés, les électeurs se tournent vers le rejet de « l'autre » au nom du désespoir, il appartient d'être responsable et de ne pas solder nos valeurs républicaines et humanistes contre quelques considérations économiques d'un système libéral qui a fait son temps et révélé son absurdité, ses limites et sa perversité en particulier lors de la crise sanitaire comme à chaque apparition de conflit armé.

Il ne se trouve aujourd'hui que les plus simplistes pour considérer que la dette est LE principal problème, que les économies ne se font qu'en supprimant du Service Public et du fonctionnaire. Le capitalisme porte en lui une constante, celle de ne jamais se remettre en question.

Pourtant, les temps sont rudes pour nos concitoyens, les usagers du Service Public que nous recevons chaque jour.

Nous, qui appartenons à une institution sociale, démocratique, égalitaire et pacifiste, riche de plus d'un siècle d'histoire et de luttes. Nous, qui avons porté et arraché le progrès social dans ce pays, des congés payés à la sécurité sociale de notre camarade Ambroise Croizat, nous refusons de voir ce pays continuer son glissement vers les idées sombres et nauséabondes qui font de « l'autre » le responsable de tous les maux de notre société. La nature a fait qu'il y ait des hommes et des femmes, des peuples de couleurs, de langues et de cultures différentes. Le capitalisme s'est lui chargé de penser et organiser la pauvreté, l'insécurité financière, alimentaire, laissant à l'associatif et aux organisations non lucratives le soin de gérer l'urgence avec peu ou rien. Est venu la frustration, le sentiment d'abandon d'un Etat qui recule pour satisfaire aux demandes de la bête financière toujours plus boulimique. Suppression de postes, fermetures de services. Puis un jour la colère non entendue dans les rues du pays par des gouvernants, toujours trop sûrs de leur système, s'exprima dans les urnes et l'histoire se répéta.

A ne pas réagir et à laisser faire, on devient complice par omission. Aussi, nous ne siégerons pas ce jour et rappelons qu'un changement de politique quant à l'implantation et à la présence des services publics au plus près de tous est nécessaire pour que puisse s'apaiser le pays, que chacun se sente accompagné et entendu. Alors sans doute éviterons nous le pire.

*La Cgt Finances publiques de l'Aisne*

*FO Finances publiques de l'Aisne*